

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1747

15 juin 2016

### SOMMAIRE

14Matic S.à r.l. ....	83816	Bedlam II S.à r.l. ....	83817
8a+ SICAV ....	83812	Belair Invest S.A. ....	83817
8a+ SICAV ....	83815	Belfius Fund ....	83813
A.Boizet Sàrl ....	83813	C & U S.à r.l. ....	83817
Acco Sàrl ....	83812	db x-trackers ....	83815
ACROS S.A. ....	83813	db x-trackers II ....	83816
Agri-Plan S.à r.l. ....	83810	db x-trackers II ....	83815
Aki Partners S.C.S. ....	83813	Eastman Chemical Luxembourg Holdings 1 S.à r.l. ....	83810
Alcoa Global Treasury Services S.à r.l. ....	83813	Eastman Chemical S.C.S. ....	83810
Alcoa Luxembourg S.à r.l. ....	83811	Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding II S.à r.l. ....	83826
Allard Invest Brésil I S.A. ....	83811	Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding I S.à r.l. ....	83834
Allmat Locations S.A. ....	83811	Magnolia Investment S.à r.l. ....	83818
Allmat Locations S.A. ....	83811	NOUR Holding S.à r.l. ....	83848
Al-Tat Doner ....	83811	PSPA Luxco S.à r.l. ....	83842
Amazon Web Services Luxembourg S.à r.l. .....	83812	PSPA Manco S.à r.l. ....	83853
Anex Group S.A. ....	83816	Silver Holdings S.A. ....	83856
Appleton International S.A. ....	83814	Sphinx Office Pledgeco S.à r.l. ....	83818
Architecte Marc DISTELDORFF S.à r.l. ....	83812	Technology Managers.lu ....	83856
Armurerie Raoul CLOOS Sàrl ....	83812	Triton III LuxCo 3 S.à r.l. ....	83855
Asco S.A. ....	83816	Triton III LuxCo 9 S.à r.l. ....	83855
ASTER Caesar S.à r.l. ....	83814	Yanfeng Luxembourg Automotive Interior Systems IP Holding S.à r.l. ....	83815
Atlas Capital Group S.A. ....	83814	Zaza S.à r.l. ....	83810
Aus Terra Consult S.A. ....	83814	Z Marine International S.à r.l. ....	83816
Avaton S.à r.l. ....	83814		
Avizel S.A. ....	83817		
Baybees Riding School S.à r.l. ....	83817		

**Eastman Chemical Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.504,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 169.093.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

*Mandataire*

Référence de publication: 2016097440/13.

(160068061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Eastman Chemical S.C.S., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 183.138.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2016.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2016097441/13.

(160068209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Zaza S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4761 Pétange, 1B, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 180.377.

Les comptes annuels rectifiés au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg  
et remplacent la première version no L140170986 déposé en date du 29/09/2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRODESSE S.à.r.l.

19, rue de la Gare

L-3237 BETTEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2016096530/14.

(160065692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Agri-Plan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7590 Mersch, 44, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 87.486.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 avril 2016.

*Pour la société*

Agriplan s.à.r.l.

44, RUE DE LA GARE

L-7535 MERSCH

Référence de publication: 2016095704/14.

(160066210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Al-Tat Doner, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8372 Hobscheid, 16A, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 188.767.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRODESSE S.à r. l.  
19, rue de la Gare  
L-3237 BETTENBOURG  
Signature

Référence de publication: 2016095709/13.

(160065896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

**Alcoa Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 90.117.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016095710/9.

(160065690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

**Allmat Locations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4959 Bascharage, 8, Zone d'Activité Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 53.238.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2016095712/11.

(160066465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

**Allmat Locations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4959 Bascharage, 8, Zone d'Activité Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 53.238.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2016095713/11.

(160066466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

**Allard Invest Brésil 1 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 153.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Allard Invest Bresil 1 S.A.*

Référence de publication: 2016095675/10.

(160066016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

**Amazon Web Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.

R.C.S. Luxembourg B 186.284.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg qui remplace la version antérieure déposée le 23 mars 2016 sous la référence L160050618.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Avril 2016.

Référence de publication: 2016095681/11.

(160066508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Architecte Marc DISTELDORFF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8508 Redange-sur-Attert, 5, allée des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg B 100.230.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016095691/9.

(160065882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**ARC Sàrl, Armurerie Raoul CLOOS Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7540 Berschbach, 6, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 56.344.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRODESSE S.à r.l.

19, rue de la Gare

L-3237 BETTEMBERG

Signature

Référence de publication: 2016095692/13.

(160066463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Acco Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 332-334, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 105.066.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2016095695/10.

(160065620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**8a+ SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 170.470.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016095641/11.

(160065224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

---

**A.Boizet Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3441 Dudelange, 29, avenue Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 109.075.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour A.BOIZET SARL*

S.à.r.l. unipersonnelle

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2016095659/12.

(160066134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Aki Partners S.C.S., Société en Commandite simple.**

**Capital social: EUR 351.111.681,75.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.  
R.C.S. Luxembourg B 182.039.

Constituée en date du 22 novembre 2013, acte publié au Mémorial C No 3274

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016095667/10.

(160066300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Alcoa Global Treasury Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 106.168.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016095668/9.

(160065674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**ACROS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.  
R.C.S. Luxembourg B 200.755.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ACROS S.A.

Référence de publication: 2016095697/10.

(160065741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Belfius Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.  
R.C.S. Luxembourg B 187.871.

Le rapport annuel au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour BELFIUS FUND*

SICAV

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2016095768/13.

(160066578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**ASTER Caesar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 178.728.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour ASTER Caesar S.à r.l.*

SGG S.A.

Signatures

*Mandataire*

Référence de publication: 2016095738/14.

(160066505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Atlas Capital Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 161.317.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016095740/10.

(160065575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Aus Terra Consult S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue Jean-Pierre Beicht.  
R.C.S. Luxembourg B 97.173.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AKELYS EUROPEAN SCORE

20, rue Jean-Pierre Beicht L-1226 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2016095744/12.

(160065722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Avaton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 162.330.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016095746/9.

(160065671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Appleton International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 69.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016095725/9.

(160066460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**8a+ SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 170.470.

Suite à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 avril 2016:

sont renommés Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en 2017:

Marco Bartolomei

Carlo Montagna

Andrea Pastorelli

Nicola Morelli Stefani

est renommé Réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en 2017:

PricewaterhouseCoopers Société Coopérative

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2016.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016095640/18.

(160065215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

**db x-trackers, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 119.899.

Le Bilan au 31 Décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

Référence de publication: 2016095650/10.

(160066074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

**db x-trackers II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 124.284.

Le Bilan au 31 Décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

Référence de publication: 2016095651/10.

(160066087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

**Yanfeng Luxembourg Automotive Interior Systems IP Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 30.018.000,00.**

Siège social: L-1741 Luxembourg, 121, rue de Hollerich.  
R.C.S. Luxembourg B 193.785.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision du conseil de gérance de la Société en date du 31 mars 2016 que le siège social de la Société a été transféré du 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg au 121, Rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2016.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016095634/16.

(160065534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

**Z Marine International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 171.653.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat d'achat de parts sociales en date du 7 avril 2016 entre la société Krest Capital LLC, associé de la Société, et OpenGate Capital Groupe Europe S.à r.l., ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Luxembourg et enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B159276 a cédée la totalité de ses parts sociales (62) à OpenGate Capital Groupe Europe S.à r.l. (11875), avec effet au 7 avril 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 avril 2016.

Référence de publication: 2016095637/15.

(160064896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

---

**14Matic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 26, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 133.385.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016095638/9.

(160064842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

---

**db x-trackers II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.284.

Le Bilan au 31 Décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

Référence de publication: 2016095652/10.

(160066461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Anex Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 118.549.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

Référence de publication: 2016095722/10.

(160066339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Asco S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 77.875.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016095737/10.

(160066652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.



**Baybees Riding School S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 177, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 189.953.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour le gérant*

Référence de publication: 2016095763/10.

(160066085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Bedlam II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2111 Luxembourg, 11, rue Guillaume de Machault.  
R.C.S. Luxembourg B 144.667.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S. LEVY

*Gérant Unique*

Référence de publication: 2016095766/11.

(160066492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Belair Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 58.326.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016095767/10.

(160066183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Avizel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.  
R.C.S. Luxembourg B 183.082.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Référence de publication: 2016095747/10.

(160065619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**C & U S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-7218 Helmsange, 5, rue des Champs.  
R.C.S. Luxembourg B 176.351.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

*Pour la société*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2016095796/13.

(160066274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

---

**Sphinx Office Pledgeco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Magnolia Investment S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 203.553.

In the year two thousand and sixteenth, on the sixteenth day of March.

Before Us Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared

Sphinx Topco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 203.541 (the "Sole Shareholder");

represented by Ms Miroslava Jassova, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 16 March 2016 which after having been signed ne varietur shall remain attached to the present deed to be submitted together with it to the registration formalities,

being the Sole Shareholder of Magnolia Investment S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 203.553 (the "Company"), incorporated by a deed of Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, dated 18 January 2016, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial").

The articles of association of the Company have never been amended since the incorporation of the Company.

The appearing party, represented as stated above, declared and the notary recorded as follows:

I. That the appearing party is the Sole Shareholder of the Company and holds the five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euros (EUR 25) each in issue in the Company so that the entire share capital is represented and decisions can be validly taken by the Sole Shareholder.

II. That the Sole Shareholder wishes to take decisions on the items of the following agenda:

*Agenda*

1) Change of the name of the Company into "Sphinx Office Pledgeco S.à r.l." and consequent amendment of Article 1 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

“ **Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Sphinx Office Pledgeco S.à r.l." (the "Company") is existing among the subscribers and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.”

2) Amendment and restatement of the articles of association in their entirety to reflect the new name of the Company and to change the language of the articles of association from French to German so that the articles of association are worded in English followed by a German translation as set forth in the second resolution below.

Thereafter the following resolutions were passed by the Sole Shareholder of the Company:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolved to change the name of the Company into "Sphinx Office Pledgeco S.à r.l." and to consequentially amend Article 1 of the articles of association as follows:

“ **Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Sphinx Office Pledgeco S.à r.l." (the "Company") is existing among the subscribers and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.”

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolved to amend and restate the articles of association of the Company in their entirety to take into account the above resolution and to change the language of the articles of association from French to German so that the articles of association are worded in English followed by a German translation as set below:

**Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Sphinx Office Pledgeco S.à r.l." (the "Company") is existing among the subscribers and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner

as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

**Art. 8. Liability of the Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

**Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 10. Shareholder meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change the nationality of the Company are to be taken by shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on 31<sup>st</sup> December of the same year.

**Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Distributions.** Out of the net annual profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 14. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 15. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 16. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English followed by and German translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

### Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsechzehn, am sechzehnten Tag des Monats März.

Vor dem Notar Jacques KESSELER, mit Amtssitz in Pétange, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen

Sphinx Topco S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 203.541 (der „Alleinige Gesellschafter“),

hier vertreten durch Frau Miroslava Jassova, Juristin, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht vom 16. März 2016, welche nach Unterzeichnung ne varietur der Urkunde beigefügt sein wird, um mit dieser Urkunde bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden,

als Alleiniger Gesellschafter der Magnolia Investment S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 203.553 (die „Gesellschaft“), gegründet am 18. Januar 2016 durch Urkunde des Notars Maître Jacques KESSELER, mit Amtssitz in Pétange, Großherzogtum Luxemburg, wurde noch nicht veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“).

Die Satzung der Gesellschaft wurde nie abgeändert seit der Gründung der Gesellschaft.

Die erschienene Partei, wie oben dargestellt vertreten, erklärte und ersuchte den Notar folgendes zu beurkunden:

I. Die erschienene Partei ist der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft und hält fünfhundert (500) ausgegebenen Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25), so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist, und rechtsgültig über alle Punkte der Tagessordnung entschieden werden kann:

II. Der Alleinige Gesellschafter wünscht Beschlüsse über die folgenden Punkte der Tagesordnung zu treffen:

#### *Agenda*

1) Die Namensänderung der Gesellschaft in „Sphinx Office Pledgeco S.à r.l.“ und folglich Änderung des Artikels 1 der Satzung der Gesellschaft, welcher wie folgt lauten soll.

„ **Art. 1. Gesellschaftsname.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Sphinx Office Pledgeco S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“) besteht zwischen den jetzigen Gesellschaften und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten. Die Gesellschaft wird durch die vorliegende Satzung und durch die entsprechende Gesetzgebung geregelt.“

2) Änderung und Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft in ihrer Gesamtheit um, unter anderem, den neuen Namen der Gesellschaft zu ändern und die Sprache der Satzung der Gesellschaft von Französisch zu Deutsch zu ändern, sodass selbige fortan in englischer Sprache mit nachfolgender deutscher Übersetzung, wie im zweiten Beschluss beschrieben lautet, verfasst sein soll.

Daraufhin fasste der Alleinige Gesellschafter die folgenden Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Der Alleinige Gesellschafter beschloss, den Namen der Gesellschaft in „Sphinx Office Pledgeco S.à r.l.“ abzuändern und den Artikel 1 der Satzung wie folgt abzuändern:

„ **Art. 1. Gesellschaftsname.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Sphinx Office Pledgeco S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“) besteht zwischen den jetzigen Gesellschaften und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten. Die Gesellschaft wird durch die vorliegende Satzung und durch die entsprechende Gesetzgebung geregelt.“

#### *Zweiter Beschluss*

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen die Gesellschaftssatzung in ihrer Gesamtheit abzuändern, sodass der obenstehende Beschluss berücksichtigt wird und die Sprache der Satzung von Französisch zu Deutsch geändert wird, wobei deren deutsche Fassung die englische Fassung der Satzung nachfolgt, somit wie folgt lautet:

**Art. 1. Gesellschaftsname.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Sphinx Office Pledgeco S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“) besteht zwischen den jetzigen Gesellschaften und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten. Die Gesellschaft wird durch die vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

**Art. 2. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream und side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

**Art. 3. Geschäftsdauer.** Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

**Art. 4. Gesellschaftssitz.** Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

**Art. 6. Übertragung der Anteile.** Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

**Art. 7. Geschäftsführung.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht

ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

**Art. 8. Haftung der Geschäftsführung.** Die Geschäftsführer sind für die Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.



Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

**Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter.** Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

**Art. 10. Gesellschafterversammlungen.** Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

**Art. 11. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 12. Jahresabschluss.** Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 13. Gewinnverwendung.** Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

**Art. 14. Auflösung.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

**Art. 15. Alleingesellschafter.** Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

**Art. 16. Anwendbares Recht.** Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Worüber die vorliegende Urkunde an oben bezeichnetem Tag in Luxemburg niedergeschrieben wurde.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Auf Ersuchen der vorgenannten Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Vorlesung des Dokuments an dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei, die dem Notar nach ihrem Nachnamen, Vornamen, Zivilzustand und Wohnsitz bekannt ist, haben dieser Bevollmächtigte und der Notar diese Urkunde zusammen unterzeichnet.

Signé: Jassova, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 mars 2016. Relation: EAC/2016/6884. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur ff.* (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016084328/469.

(160051150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

### **Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 204.928.

#### — STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the seventeenth day of the month of March.

Before Us, Me Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding I S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, currently in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

represented by Mrs Carine GRUNDHEBER, employee, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy given under private seal which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) named "Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding II S.à r.l." which is hereby established as follows:

**Art. 1. Denomination.** A private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name of "Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding II S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The object of the Company is the holding of participations and interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of rights, interests, stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion the Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or security interests or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has a direct or indirect interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including upstream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at seventeen thousand US dollars (USD 17,000) divided into seventeen thousand (17,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.00) each. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent of the Company's capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, namely one or more class A managers and one or more class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong to.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation), provided that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers such majority shall include at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Managers' resolutions, including circular resolutions, and minutes of meetings of the board of managers may be conclusively signed, certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

**Art. 8. Management Powers, Binding signature.** The sole manager, or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. *Vis-à-vis* third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most

extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of association to the general meeting or as may be provided herein.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the signature of any two managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only a sole manager), or the board of managers or by any two managers (including by way of representation) or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together (including by way of representation).

**Art. 9. Liability of Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer: (i) Against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office; (ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or (iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

**Art. 10. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 11. Shareholder Meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change the nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than twenty five (25) shareholders, an annual general meeting shall be held on the first Monday of the month of June at 10.00 a.m. of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

**Art. 12. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on the last day of the month of December of the same year.

**Art. 13. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 14. Distributions.** Out of the net profit five per cent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 15. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 16. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 17. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

#### *Transitional disposition*

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31<sup>st</sup> December 2016.

#### *Subscription and payment*

The seventeen thousand (17,000) shares have been subscribed as follows:

Subscriber	Number of shares	Payment
Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding I S.à r.l. . . . . .	17,000	USD 17,000
Total . . . . .	17,000	USD 17,000

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of seventeen thousand US Dollars (USD 17,000) is available to the Company. Evidence of the payment of the subscription price has been shown to the undersigned notary.

#### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the amended law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder has taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:
  - Ms. Orla DUNLEA, with professional address at First Floor, Minerva House, Simmonscourt Road, Ballsbridge, Ireland, born on 22 October 1973 in Dublin, Ireland, is appointed as Class A Manager;
  - Mr. John Daniel BOYLE, with professional address at 33 Fitzwilliam Square, Dublin 2, Ireland, born on 9 November 1974 in Pennsylvania, USA, is appointed as Class A Manager;
  - Mr. François-Xavier GOOSSENS, with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, born on 8 May 1976 in Brussels, Belgium, is appointed as Class B Manager; and
  - RCS Management (Luxembourg) S. à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B103337, is appointed as Class B Manager.

### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand Euros (EUR 1,000).

### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed with Us, the notary, the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le dix-septième jour du mois de mars,

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Luxembourg Endo Specialty Pharmaceutical Holding I S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

représentée par Madame Carine GRUNDHEBER, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, laquelle sera enregistrée avec le présent acte.

La partie comparante, agissant *ès-qualités*, a requis le notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée dénommée «Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding II S.à r.l.» qui est constituée par les présentes comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est formé par les parties comparantes et toutes les personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding II S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

**Art. 2. Objet.** La Société a pour objet la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou autres entités commerciales, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement de droits, d'intérêts, d'actions, d'obligations, de certificats de créance, de titres obligataires et d'autres titres de quelque nature que ce soit, ainsi que la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de certificats de créance.

D'une manière générale, la Société peut prêter assistance (par voie de prêts, d'avances, de garanties ou de sûretés ou autrement) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris en amont ou latéralement), prendre des mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle pourrait juger utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Enfin, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4. Siège social.** Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant selon les modalités prévues en cas de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg et qu'à l'étranger.

Dans le cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert provisoire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des parties intéressées par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance.

**Art. 5. Capital social.** Le capital social émis de la Société est fixé à dix-sept mille dollars américains (17.000 USD) divisé en dix-sept mille (17.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar (1,00 USD) chacune. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution adoptée par les associés selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

**Art. 6. Transfert de parts sociales.** Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent du capital de la Société.

**Art. 7. Gérance de la Société.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motif (*ad nutum*) et ce, à tout moment.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil de gérance. L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B. Une telle classification de gérants devra être dûment constatée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants seront identifiés par rapport à la classe à laquelle ils appartiennent.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion ou à la tenue en personne de cette réunion. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis de convocation écrit doit être remis aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut toutefois être passé outre à cet avis de convocation si chaque gérant donne son assentiment par écrit, par câble, télégramme, télex, courriel ou télécopie, ou par tout autre moyen similaire de communication. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion du conseil devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation), à condition que, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, cette majorité inclue au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B (y compris par voie de représentation). Le conseil de gérance peut également et ce, à l'unanimité, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés faisant foi de la résolution intervenue.

Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, ainsi que le procès-verbal des réunions du conseil de gérance peuvent être signées, certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

**Art. 8. Pouvoirs de gestion, signatures autorisées.** Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est doté des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes de disposition et d'administration relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale relèveront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. À l'égard des tiers, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer, autoriser et approuver tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale ou conformément aux dispositions des présents statuts.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique en cas de gérant unique ou, en cas de conseil de gérance, par la signature de deux gérants, à condition que, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, la Société ne soit valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B (y compris par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (en cas de gérant unique), le conseil de gérance, ou par deux gérants (y compris par voie de représentation) ou, en cas de classes différentes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B agissant de concert (y compris par voie de représentation).

**Art. 9. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne sont pas tenus personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, gérant ou délégué de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et pour toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle dans le cadre d'une demande, action, poursuite ou procédure dans laquelle elle est impliquée en tant que partie ou autrement en vertu de son mandat présent ou passé de gérant ou délégué et pour les sommes payées ou engagées par elle dans le cadre de leur règlement. Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales ou autres, y compris les procédures d'appel) actuelles ou éventuelles et les termes «responsabilité» et «dépenses» comprendront et ce, de manière non limitative, les honoraires d'avocats, frais, jugements, montants payés dans le cadre d'une transaction et toutes autres responsabilités.

Aucune indemnisation ne sera due à un gérant ou délégué: (i) en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses Associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'exécution des obligations découlant de sa fonction; (ii) dans le cadre d'une affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou (iii) en cas de transaction, à moins que celle-ci n'ait été approuvée par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes est divisible, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou délégué peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou délégué et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions des présentes n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants et délégués, en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de la nature décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du délégué ou gérant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

**Art. 10. Droits de vote des associés.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par l'intermédiaire d'un porteur de procuration spéciale.

**Art. 11. Assemblées générales.** Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où la loi le permet) ou lors de l'assemblée. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution écrite valable (le cas échéant) représente l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par un avis de convocation envoyé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés tenu par la Société. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prendront effet après approbation de la majorité tel que prévu par la loi en matière de décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être adoptée à tout moment et ce, sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire de la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la portion du capital représentée. (ii) Cependant, les décisions portant sur la modification des statuts sont prises par (x) la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100 % du capital social émis.

Lorsque et aussi longtemps que la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle sera tenue le premier lundi du mois de juin à 10h00 de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée sera tenue le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 12. Exercice social.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

**Art. 13. Comptes annuels.** Chaque année, à la fin de l'exercice social, le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

**Art. 14. Distributions.** Il est prélevé, sur les bénéfices nets, cinq pour cent (5%) affectés à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de verser des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il apparaît que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution,



étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés.

La prime d'émission peut être distribuée aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

**Art. 15. Dissolution.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 16. Associé unique.** Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

**Art. 17. Loi applicable.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2016.

#### *Souscription et libération*

Les dix-sept mille (17.000) parts sociales ont toutes été souscrites comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Paiement
Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding I S.à r.l. . . . . .	17.000	17.000 USD
Total . . . . .	17.000	17.000 USD

Les parts sociales ainsi souscrites sont intégralement payées en numéraire de sorte que le montant de dix-sept mille dollars américains (17.000 USD) est à la disposition de la Société. La preuve du paiement du prix de souscription a été montrée au notaire soussigné.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

#### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:
  - Madame Orla DUNLEA, ayant son adresse professionnelle au First Floor, Minerva House, Simmonscourt Road, Ballsbridge, Irlande, née le 22 octobre 1973 à Dublin, Irlande, est nommée Gérant de Classe A;
  - Monsieur John Daniel BOYLE, ayant son adresse professionnelle au 33 Fitzwilliam Square, Dublin 2, Irlande, né le 9 novembre 1974 en Pennsylvania, Etats-Unis, est nommé Gérant de Classe A;
  - Monsieur François-Xavier GOOSSENS, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, né le 8 mai 1976 à Bruxelles, Belgique, est nommé Gérant de Classe B; et
  - RCS Management (Luxembourg) S. à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B103337, est nommée Gérant de Classe B.

#### *Dépenses*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille euros (1.000 EUR).

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par le présente, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. GRUNDHEBER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 22 mars 2016. 2LAC/2016/6240. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Référence de publication: 2016084307/430.

(160051659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

**Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 204.925.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the seventeenth day of the month of March.

Before Us, Me Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Endo Ireland Finance Limited, a private limited company incorporated under the laws of Ireland with registered office at First Floor, Minerva House, Simmonscourt Road, Ballsbridge, Dublin 4, Ireland and registered with the Companies Registration Office under number 554438,

represented by Mrs Carine GRUNDHEBER, employee, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy given under private seal which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) named "Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding I S.à r.l." which is hereby established as follows:

**Art. 1. Denomination.** A private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name of "Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding I S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The object of the Company is the holding of participations and interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of rights, interests, stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion the Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or security interests or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has a direct or indirect interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including upstream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary

measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at seventeen thousand US dollars (USD 17,000) divided into seventeen thousand (17,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.00) each. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent of the Company's capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, namely one or more class A managers and one or more class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong to.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation), provided that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers such majority shall include at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Managers' resolutions, including circular resolutions, and minutes of meetings of the board of managers may be conclusively signed, certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

**Art. 8. Management Powers, Binding signature.** The sole manager, or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. *Vis-à-vis* third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of association to the general meeting or as may be provided herein.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the signature of any two managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only a sole manager), or the board of managers or by any two managers (including by way of representation) or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together (including by way of representation).

**Art. 9. Liability of Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer: (i) Against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office; (ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or (iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

**Art. 10. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 11. Shareholder Meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change the nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than twenty five (25) shareholders, an annual general meeting shall be held on the first Monday of the month of June at 10.15 a.m. of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

**Art. 12. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on the last day of the month of December of the same year.

**Art. 13. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 14. Distributions.** Out of the net profit five per cent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 15. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 16. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 17. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

#### *Transitional disposition*

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31<sup>st</sup> December 2016.

#### *Subscription and payment*

The seventeen thousand (17,000) shares have been subscribed as follows:

Subscriber	Number of shares	Payment
Endo Ireland Finance Limited . . . . .	17,000	USD 17,000
Total . . . . .	17,000	USD 17,000

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of seventeen thousand US Dollars (USD 17,000) is available to the Company. Evidence of the payment of the subscription price has been shown to the undersigned notary.

#### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the amended law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder has taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

- Ms. Orla DUNLEA, with professional address at First Floor, Minerva House, Simonscourt Road, Ballsbridge, Ireland, born on 22 October 1973 in Dublin, Ireland, is appointed as Class A Manager;

- Mr. John Daniel BOYLE, with professional address at 33 Fitzwilliam Square, Dublin 2, Ireland, born on 9 November 1974 in Pennsylvania, USA, is appointed as Class A Manager;

- Mr. François-Xavier GOOSSENS, with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, born on 8 May 1976 in Brussels, Belgium, is appointed as Class B Manager; and

- RCS Management (Luxembourg) S. à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B103337, is appointed as Class B Manager.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand Euros (EUR 1,000).

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed with Us, the notary, the present deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le dix-septième jour du mois de mars,

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Endo Ireland Finance Limited, une private limited company de droit irlandais, dont le siège social est situé au First Floor, Minerva House, Simmonscourt Road, Ballsbridge, Dublin 4, Irlande, et immatriculée auprès du Companies Registration Office sous le numéro 554438,

représentée par Madame Carine GRUNDHEBER, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, laquelle sera enregistrée avec le présent acte.

La partie comparante, agissant ès-qualités, a requis le notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée dénommée «Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding I S.à r.l.» qui est constituée par les présentes comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est formé par les parties comparantes et toutes les personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Luxembourg Endo Specialty Pharmaceuticals Holding I S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

**Art. 2. Objet.** La Société a pour objet la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou autres entités commerciales, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement de droits, d'intérêts, d'actions, d'obligations, de certificats de créance, de titres obligataires et d'autres titres de quelque nature que ce soit, ainsi que la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de certificats de créance.

D'une manière générale, la Société peut prêter assistance (par voie de prêts, d'avances, de garanties ou de sûretés ou autrement) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris en amont ou latéralement), prendre des mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle pourrait juger utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Enfin, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4. Siège social.** Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant selon les modalités prévues en cas de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg et qu'à l'étranger.

Dans le cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert provisoire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des parties intéressées par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance.

**Art. 5. Capital social.** Le capital social émis de la Société est fixé à dix-sept mille dollars américains (17.000 USD) divisé en dix-sept mille (17.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar (1,00 USD) chacune. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution adoptée par les associés selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

**Art. 6. Transfert de parts sociales.** Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent du capital de la Société.

**Art. 7. Gérance de la Société.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une

période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motif (*ad nutum*) et ce, à tout moment.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil de gérance. L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B. Une telle classification de gérants devra être dûment constatée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants seront identifiés par rapport à la classe à laquelle ils appartiennent.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion ou à la tenue en personne de cette réunion. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis de convocation écrit doit être remis aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut toutefois être passé outre à cet avis de convocation si chaque gérant donne son assentiment par écrit, par câble, télégramme, télex, courriel ou télécopie, ou par tout autre moyen similaire de communication. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion du conseil devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation), à condition que, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, cette majorité inclue au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B (y compris par voie de représentation). Le conseil de gérance peut également et ce, à l'unanimité, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés faisant foi de la résolution intervenue.

Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, ainsi que le procès-verbal des réunions du conseil de gérance peuvent être signées, certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

**Art. 8. Pouvoirs de gestion, signatures autorisées.** Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est doté des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes de disposition et d'administration relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale relèveront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. À l'égard des tiers, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer, autoriser et approuver tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale ou conformément aux dispositions des présents statuts.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique en cas de gérant unique ou, en cas de conseil de gérance, par la signature de deux gérants, à condition que, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, la Société ne soit valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B (y compris par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (en cas de gérant unique), le conseil de gérance, ou par deux gérants (y compris par voie de représentation) ou, en cas de classes différentes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B agissant de concert (y compris par voie de représentation).

**Art. 9. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne sont pas tenus personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, gérant ou délégué de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et pour toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle dans le cadre d'une demande, action, poursuite ou procédure dans laquelle elle est impliquée en tant que partie ou autrement en vertu de son mandat présent ou passé de gérant ou délégué et pour les sommes payées ou engagées par elle dans le cadre de leur règlement. Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales ou autres, y compris les procédures d'appel) actuelles ou éventuelles et les termes «responsabilité» et «dépenses» comprendront et ce, de manière non limitative, les honoraires d'avocats, frais, jugements, montants payés dans le cadre d'une transaction et toutes autres responsabilités.

Aucune indemnisation ne sera due à un gérant ou délégué: (i) en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses Associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'exécution des obligations découlant de sa fonction; (ii) dans le cadre d'une affaire dans laquelle il serait finalement

condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou (iii) en cas de transaction, à moins que celle-ci n'ait été approuvée par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes est divisible, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou délégué peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou délégué et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions des présentes n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants et délégués, en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de la nature décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du délégué ou gérant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

**Art. 10. Droits de vote des associés.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par l'intermédiaire d'un porteur de procuration spéciale.

**Art. 11. Assemblées générales.** Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où la loi le permet) ou lors de l'assemblée. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution écrite valable (le cas échéant) représente l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par un avis de convocation envoyé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés tenu par la Société. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prendront effet après approbation de la majorité tel que prévu par la loi en matière de décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être adoptée à tout moment et ce, sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire de la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la portion du capital représentée. (ii) Cependant, les décisions portant sur la modification des statuts sont prises par (x) la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100 % du capital social émis.

Lorsque et aussi longtemps que la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle sera tenue le premier lundi du mois de juin à 10h15 de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée sera tenue le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 12. Exercice social.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

**Art. 13. Comptes annuels.** Chaque année, à la fin de l'exercice social, le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

**Art. 14. Distributions.** Il est prélevé, sur les bénéfices nets, cinq pour cent (5%) affectés à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de verser des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il apparaît que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés.

La prime d'émission peut être distribuée aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

**Art. 15. Dissolution.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.



**Art. 16. Associé unique.** Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

**Art. 17. Loi applicable.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2016.

*Souscription et libération*

Les dix-sept mille (17.000) parts sociales ont toutes été souscrites comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Paiement
Endo Ireland Finance Limited . . . . .	17.000	17.000 USD
Total . . . . .	17.000	17.000 USD

Les parts sociales ainsi souscrites sont intégralement payées en numéraire de sorte que le montant de dix-sept mille dollars américains (17.000 USD) est à la disposition de la Société. La preuve du paiement du prix de souscription a été montrée au notaire soussigné.

*Déclaration*

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

*Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:
  - Madame Orla DUNLEA, ayant son adresse professionnelle au First Floor, Minerva House, Simonscourt Road, Ballsbridge, Irlande, née le 22 octobre 1973 à Dublin, Irlande, est nommée Gérant de Classe A;
  - Monsieur John Daniel BOYLE, ayant son adresse professionnelle au 33 Fitzwilliam Square, Dublin 2, Irlande, né le 9 novembre 1974 en Pennsylvania, Etats-Unis, est nommé Gérant de Classe A;
  - Monsieur François-Xavier GOOSSENS, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, né le 8 mai 1976 à Bruxelles, Belgique, est nommé Gérant de Classe B; et
  - RCS Management (Luxembourg) S. à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B103337, est nommée Gérant de Classe B.

*Dépenses*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille euros (1.000 EUR).

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par la présente, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. GRUNDHEBER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 22 mars 2016. 2LAC/2016/6239. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Référence de publication: 2016084306/430.

(160051632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

**PSPA Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 18.955,84.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 11, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 193.836.

—  
In the year two thousand and sixteen, on the sixteenth day of March.

Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, to whom remains the present deed.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of “PSPA Luxco S.à r.l.” (the “Company”), a société à responsabilité limitée, with registered office at 11, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 193836, incorporated on 6 January 2015 by deed of Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Léonie GRETHEN, prenamed, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 584 of 3 March 2015.

The articles of association of the Company have been amended for the last time by deed of Maître Léonie GRETHEN, prenamed, enacted on 29 October 2015, published in the Mémorial number 131 of 18 January 2016.

The meeting was presided by Maître Anna Hermelinski-Ayache, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

There was appointed as secretary and scrutineer Maître Milène Drweski, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders represented and the number and class of shares held by each of them are shown on the attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. The said list will be attached to the present deed to be filed together with the registration authorities.

As it appeared from said attendance list, all the one million seven hundred ninety thousand twenty-eighty (1,790,028) shares in issue in the Company, being divided into (i) one million four hundred twenty nine thousand four hundred fifty (1,429,450) class A shares, (ii) twenty-one thousand five hundred seventy-seven (21,577) class B shares, two hundred and eighty-thousand (280,000) class C shares, twenty-four thousand (24,000) class D shares, thirty-five thousand and one (35,001) class E shares, were represented at the extraordinary general meeting and the shareholders of the Company declared that they had prior knowledge of the agenda so that the meeting was validly constituted and able to validly decide on the items on the agenda.

2. The agenda of the meeting is as follows:

*Agenda*

1. Change of the accounting year of the Company so that the accounting year shall start on 1 February each year and shall terminate on 31 January of the following year; therefore the current accounting year which has started on 1 January 2016 has terminated on 31 January 2016 and the accounting year which has started on 1 February 2016 will terminate on 31 January 2017; consequential amendment of article 11 (accounting year) of the articles of association of the Company as follows:

“ **Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> February of each year and ends on 31<sup>st</sup> January of the following year.”

2. Creation of an additional class of shares, namely the class F shares and determination of the rights and obligations thereof by amending the articles of association as set forth below;

3. Increase of the issued share capital of the Company from an amount of seventeen thousand nine hundred Pounds Sterling and twenty-eight pence (GBP 17,900.28) to eighteen thousand nine hundred fifty-five Pounds Sterling and eighty-four pence (GBP 18,955.84) by the issue of one hundred and five thousand five hundred fifty-six (105,556) new class F shares (the “Class F Shares”), each with a nominal value of one penny (GBP 0.01), for a total subscription price for the Class F Shares of ten million five hundred fifty-five thousand five hundred fifty-five Pounds Sterling and fifty-six pence (GBP 10,555,555.56) (the “Subscription Price”); subscription to the Class F Shares by PSP Holdings S.à r.l. (the “Subscriber”) and payment of the Subscription Price by way of a contribution in cash and allocation of an amount of one thousand fifty-five Pounds Sterling and fifty-six pence (GBP 1,055.56) to the share capital and amount of ten million five hundred fifty-four thousand five hundred Pounds Sterling (GBP 10,554,500) to the share premium account of the Company relating to the Class F Shares;

4. Consequential amendment and restatement of article 5.1 and 13.4 (A) of the articles of association, amendment of the definitions of “Investment Cost” and “Return” in article 13.4 (C), adding the definitions of “Additional Interest”, “F Share Repayment Amount” and “Yield” in article 13.4 (C) in the alphabetical order, in order to reflect the creation of the

Class F Shares, the rights and obligations thereof and reflect the increase of the share capital of the Company as set forth below:

“ 5.1. The issued share capital of the Company is set at eighteen thousand nine hundred fifty-five Pounds Sterling and eighty-four pence (GBP 18,955.84) divided into:

- (a) one million four hundred twenty-nine thousand four hundred fifty (1,429,450) class A shares,
- (b) twenty-one thousand five hundred seventy-seven (21,577) class B shares,
- (c) two hundred eighty-thousand (280,000) class C shares,
- (d) twenty-four thousand (24,000) class D shares,
- (e) thirty-five thousand and one (35,001) class E shares, and
- (f) one hundred five thousand five hundred fifty-six (105,556) class F shares

(together the “Shares”) with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each and such rights, obligations and terms as set forth in the present Articles. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.”

“ 13.4. Any distribution to be made pursuant to this Article 13 shall be made in accordance with the following provisions:

(A) The aggregate Net Proceeds of a Liquidity Event to the extent that they are payable and distributable to the holders of Shares shall be allocated as follows and in the following order of priority:

(a) first and prior to any other payment or distribution, on a pro rata basis, to the holders of the preferred equity certificates (if any) (“PECs”), in redeeming or otherwise repaying the principal amount of the PECs together with all accrued and unpaid interest thereunder; and

(b) second, any remaining Net Proceeds following the operation of article 13.4 (A) (a) above, on a pro rata basis, to the holders of the F Shares, in an amount equal to: (i) the F Share Repayment Amount together with all accrued and unpaid Yield calculated down to and including the date of the Liquidity Event; less (ii) any repayments of principal or interest (excluding any Additional Interest) made by PSPA Finance Limited to Citibank N.A.;

(c) thereafter any remaining Net Proceeds following the operation of article 13.4(A)(b) above (the “Remaining Proceeds”) shall be distributed as follows:

(i) if, before the operation of this article 13.4(A)(c)(i) but following the distribution of the Net Proceeds, the Investor would have received in aggregate a Return of less than Threshold 1 (including any amounts received pursuant to articles 13.4(A)(a) and (b)) as of such date, the Remaining Proceeds shall be distributed such that the holders of the class C shares as a class receive such percentage equal to 10/14 of their Proportionate Share of the Remaining Proceeds; or

(ii) if, before the operation of this article 13.4(A)(c)(ii) but following the distribution of the Net Proceeds, the Investor would have received in aggregate a Return equal to Threshold 1 (including any amounts received pursuant to articles 13.4 (A)(a) and (b)) as of such date, the Remaining Proceeds shall be distributed such that the holders of the class C Shares as a class receive such percentage equal to 11/14 of their Proportionate Share of the Remaining Proceeds; or

(iii) if, before the operation of this article 13.4(A)(c)(iii) but following the distribution of the Net Proceeds, the Investor would have received a Return of more than Threshold 1, but less than or equal to Threshold 2 (including any amount received pursuant to articles 13.4(A)(a) and (b)), as of such date, the Remaining Proceeds shall be distributed such that the holders of the class C Shares as a class receive between such percentage equal to 11/14 at Threshold 1 and 100% at Threshold 2 of their Proportionate Share of the Remaining Proceeds, increasing on a straight line basis as the Return received by the Investor increases from Threshold 1 to Threshold 2; or

(iv) if, before the operation of this article 13.4(A)(c)(iv) but following the distribution of the Net Proceeds, the Investor would have received a Return equal to or more than Threshold 2 (including any amounts received pursuant to article 13.4 (A)(a) and (b)) as of such date, the Remaining Proceeds shall be distributed such that the holders of the class C Shares as a class receive 100% of their Proportionate Share of the Remaining Proceeds; and/or

(v) if FY2017 Actual EBITDA is equal to or greater than FY2017 Target EBITDA as of such date, the Remaining Proceeds shall be distributed such that the holders of the class D Shares as a class receive 100% of their Proportionate Share of the Remaining Proceeds (whether any Remaining Proceeds have been distributed in accordance with articles 13.4(A) (c)(i), 13.4(A)(c)(ii), 13.4(A)(c)(iii) and 13.4(A)(c)(iv) or not); or

(vi) if FY2017 Actual EBITDA is less than FY2017 Target EBITDA as of such date, the Remaining Proceeds shall be distributed such that the holders of the class D Shares as a class receive 0% of their Proportionate Share of the Remaining Proceeds (whether any Remaining Proceeds have been distributed in accordance with articles 13.4(A)(c)(i), 13.4(A)(c)(ii), 13.4(A)(c)(iii) and 13.4(A)(c)(iv) or not); and

(viii) the holders of class A Shares and B Shares receive the balance of the Remaining Proceeds in the proportion that the number of class A Shares and class B Shares they hold bears to the total number of class A Shares and class B Shares in issue at that time.”

In article 13.4 (C), amending the following definitions as follows:

“Investment Cost” the amount subscribed and paid up on the date of Completion by the Investor in respect of the Securities together with any additional amounts invested in, advanced or committed to the Company or any Group member from time to time by the Investor (or any of its Affiliates) whether by way of any Securities or share capital, loan or loan capital or any other form of commitment (from the date on which the commitment is entered into by the Investor (or any of its Affiliates)) including by way of a sponsor guarantee, to the extent such sponsor guarantee is funded (the funded amount of such guarantee to be deemed to have been invested from the date of entry into the guarantee) of the Company any such Group member's obligations and including an actual commitment to invest, but shall exclude: (i) any amounts invested in the Group by the Investor as part of the subscription for the class F Shares issued by the Company to the Investor on or around 16 March 2016; and (ii) any amounts invested in the Group by the Investor as part of any issue of PECs to fund a payment of any liabilities due by PSPA Finance Limited to Citibank N.A. (the “Loan Funding PECs”);”

“Return” the aggregate return received by the Investors in respect of the Securities on an Exit, including all Listed Share Value, returns on Securities, dividends on Shares, special dividends, redemptions of Securities, buy backs of Securities, returns of capital, proceeds of sale or realised value on a refinancing, prior to, on an Exit, which results in a distribution of cash proceeds and/or Listed Shares after deduction of all costs incurred by the Investors in connection with the same (including any amounts attributable to the costs, charges or expenses on an Exit) as a multiple of their total Investment Cost in Securities (including costs, charges or expenses associated with the same) prior to such event and shall: (i) exclude the repayment by the Company of an amount of one hundred and five million five hundred fifty-five thousand five hundred fifty-five Pounds Sterling and fifty-six pence (GBP 105,555,555.56) to the Investor on or around 16 March 2016; and (ii) include any repayments of principal or payments of interest made by PSPA Finance Limited to Citibank N.A. (but excluding any: (a) payments of Additional Interest; and (b) payments of interest or principal funded by the issue of Loan Funding PECs);”

In article 13.4 (C), adding the following definitions in the alphabetical order:

““Additional Interest” means the interest payable in respect of any sums borrowed by PSPA Finance Limited to Citibank N.A. where such interest is drawn down: (i) after 16 March 2016; and (ii) in order to fund the payment of interest on the principal amounts borrowed by PSPA Finance Limited to Citibank N.A.;”

““F Share Repayment Amount” means an amount of one hundred and five million five hundred fifty-five thousand five hundred fifty-five Pounds Sterling and fifty-six pence (GBP 105,555,555.56);”

““Yield” a yield of 11% on the F Share Repayment Amount (for the purposes of this definition only, such amount to be reduced from time to time by amounts equal to any repayments of principal borrowed by PSPA Finance Limited to Citibank N.A.) from and including the date of the F Share Issue, accruing daily (and compounding annually) and calculated by reference to a year of 365 days.”

After deliberation the meeting unanimously took the following resolution:

#### *First resolution*

The meeting resolved to change the accounting year of the Company to start on 1 February each year and shall terminate on 31 January of the following year. Therefore, the meeting resolved that the current accounting year which has started on 1 January 2016 has terminated on 31 January 2016 and the accounting year which has started on 1 February 2016 will terminate on 31 January 2017.

As a result of the above, article 11 (accounting year) of the articles of association of the Company shall be amended as set forth in the agenda above.

#### *Second resolution*

The meeting resolved to increase the issued share capital of the Company from an amount of seventeen thousand nine hundred Pounds Sterling and twenty-eight pence (GBP 17,900.28) to eighteen thousand nine hundred fifty-five Pounds Sterling and eighty-four pence (GBP 18,955.84) by the issue of one hundred five thousand five hundred fifty-six (105,556) new class F shares (the “Class F Shares”), each with a nominal value of one penny (GBP 0.01) for a total subscription price for the Class F Shares of ten million five hundred fifty-five thousand five hundred fifty-five Pounds Sterling and fifty-six pence (GBP 10,555,555.56) (the “Subscription Price”).

Thereupon, the subscription to the Class F Shares was confirmed by the Subscriber, represented by Maître Anna Hermelinski-Ayache, prenamed, pursuant to a proxy dated 15 March 2016 which shall remain attached to the present deed to be registered therewith.

The Subscriber subscribed to one hundred five thousand five hundred fifty-six (105,556) Class F Shares by way of contribution in cash of an amount of an aggregate amount of ten million five hundred fifty-five thousand five hundred fifty-five Pounds Sterling and fifty-six pence (GBP 10,555,555.56).

The meeting resolved to allocate the amount corresponding to the nominal value of the Class F Shares so issued of an amount of one thousand fifty-five Pounds Sterling and fifty-six pence (GBP 1,055.56) to the share capital and amount of ten million five hundred fifty-four thousand five hundred Pounds Sterling (GBP 10,554,500.-) to the share premium account of the Company relating to the Class F Shares.

### *Third resolution*

Subsequently to the foregoing resolutions, the meeting resolved to (i) amend and restate articles 5.1 and 13.4 (A) of the articles of association of the Company, (ii) amend the definitions of “Investment Cost” and “Return” in article 13.4 (C) and add the definitions of “Additional Interest”, “F Share Repayment Amount” and “Yield” in article 13.4 (C) in the alphabetical order, as all set forth in the agenda above.

There being no further items on the agenda, the meeting was closed.

### *Expenses*

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at five thousand eight hundred Euro (EUR 5,800.-).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing parties, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of discrepancies between the English and the French versions, the English version shall be prevailing.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the the persons appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, this persons signed together with the notary the present deed.

### **Followed by a french translation**

L'an deux mille seize, le seizième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, laquelle dernière restera dépositaire de la présente minute.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des associés de "PSPA Luxco S.à r.l." (la "Société"), une société à responsabilité limitée, dont le siège social se situe au 11, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193836, constituée le 6 janvier 2015 suivant acte de Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Léonie Grethen, préqualifié, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 584 du 3 mars 2015.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Léonie GRETHEN, préqualifié, en date du 29 octobre 2015, publié au Mémorial numéro 131 du 18 janvier 2016.

L'assemblée a été présidée par Maître Anna Hermelinski-Ayache, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

A été nommé comme secrétaire et scrutateur Maître Milène Drwesi, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les associés représentés ainsi que le nombre et les classes de parts sociales que chacun détient figurent sur une liste de présence signée par le mandataire, le président, le secrétaire et scrutateur, et le notaire soussigné. Ladite liste sera annexée au présent acte afin d'être soumis ensemble aux formalités d'enregistrement.

Tel qu'il ressort de ladite liste de présence, l'ensemble des un million sept cent quatre-vingt-dix mille vingt-huit (1.790.028) parts sociales émises par la Société, divisées en (i) un million quatre cent vingt-neuf mille quatre cent cinquante (1.429.450) parts sociales de classe A, (ii) vingt et un mille cinq cent soixante-dix-sept (21.577) parts sociales de classe B, (iii) deux cent quatre-vingt mille (280.000) parts sociales de classe C, (iv) vingt-quatre mille (24.000) parts sociales de classe D, (v) trente-cinq mille et une (35.001) parts sociales de classe E, étaient représentées à l'assemblée générale extraordinaire, et les associés de la Société ont déclaré avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, de sorte que l'assemblée a été régulièrement constituée et en mesure de statuer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour.

2. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

### *Ordre du jour*

1. Modification de l'année sociale de la Société de sorte qu'elle commence le 1<sup>er</sup> février de chaque année et se termine le 31 janvier de l'année suivante; ainsi l'année sociale en cours qui a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2016 s'est terminée le 31 janvier 2016, et l'année sociale qui a commencé le 1<sup>er</sup> février se terminera le 31 janvier 2017; modification en conséquence de l'article 11 (année sociale) des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 11. Année sociale.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> février de chaque année et se termine le 31 janvier de l'année suivante.»

2. Création d'une classe supplémentaire de parts sociales, à savoir les parts sociales de classe F assorties de droits et obligations par une modification des présents statuts de la Société tel qu'énoncé ci-après;

3. Augmentation du capital social émis de la Société d'un montant de dix-sept mille neuf cents livres sterling et vingt-huit pence (GBP 17.900,28) à dix-huit mille neuf cent cinquante-cinq livres sterling et quatre-vingt-quatre pence (GBP 18.955,84) par l'émission de cent cinq mille cinq cent cinquante-six (105.556) nouvelles parts sociales de classe F (les «Parts Sociales de Classe F»), chacune ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01), pour un prix total de souscription des Parts Sociales de Classe F de dix millions cinq cent cinquante-cinq mille cinq cent cinquante-cinq livres sterling et cinquante-six pence (GBP 10.555.555,56) (le «Prix de Souscription»); souscription aux Parts Sociales de Classe F par PSP Holdings S.à r.l. (le «Souscripteur») et paiement du Prix de Souscription par le biais d'un apport en numéraire et allocation d'un montant de mille cinquante-cinq livres sterling et cinquante-six pence (GBP 1.055,56) au capital social et d'un montant de dix millions cinq cent cinquante-quatre mille cinq cents livres sterling (GBP 10.554.500,-) au compte de prime d'émission de la Société relié aux Parts Sociales de classe F;

4. Modification et refonte en conséquence de l'article 5.1 et 13.4 (A) des statuts de la Société, modification des définitions de «Coût d'Investissement» et «Rendement» dans l'article 13.4 (C), ajout des définitions d'«Intérêt Additionnel», «Montant de Remboursement des Parts Sociales de classe F» et «Intérêt» dans l'article 13.4 (C) par ordre alphabétique, de façon à refléter la création des Parts Sociales de Classe F assorties de droits et obligations ainsi que l'augmentation de capital de la Société tel qu'énoncé comme suit:

« 5.1. Le capital social émis de la Société est fixé à dix-huit mille neuf cent cinquante-cinq livres sterling et quatre-vingt-quatre pence (GBP 18.955,84) divisé en:

- (a) un million quatre cent vingt-neuf mille quatre cent cinquante (1.429.450) parts sociales de classe A,
- (b) vingt et un mille cinq cent soixante-dix-sept (21.577) parts sociales de classe B,
- (c) deux cent quatre-vingt mille (280.000) parts sociales de classe C,
- (d) vingt-quatre mille (24.000) parts sociales de classe D,
- (e) trente-cinq mille et une (35.001) parts sociales de classe E, et
- (f) cent cinq mille cinq cent cinquante-six (105.556) parts Sociales de Classe F

(ensemble les «Parts Sociales») avec une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune et assorties des droits, obligations et conditions énoncés dans les présents statuts. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision des associés adoptée à la majorité requise pour modifier les statuts de la Société, afin de procéder au rachat des autres Parts Sociales sur décision des associés.

Toute prime d'émission disponible peut être distribuée.»

« 13.4. Toute distribution devant être faite en vertu du présent article 13 sera faite conformément aux dispositions suivantes:

(A) Le Produit Net global d'un Evènement de Liquidité dans la mesure où il était dû et distribuable aux porteurs de Parts Sociales sera alloué comme suit et dans l'ordre de priorité suivant:

(a) premièrement et en priorité par rapport à tout autre paiement ou distribution, au pro rata, aux titulaires de preferred equity certificates (le cas échéant) («PEC»), en rachetant ou autrement en remboursant le montant principal des PEC ainsi que tous les intérêts courus et impayés; et

(b) deuxièmement, tout Produit Net restant suite à l'application de l'article 13.4 (A)(a) ci-dessus, au pro rata, aux titulaires de Parts Sociales de classe F, selon un montant égal au: (i) Montant de Remboursement des Parts Sociales de classe F ainsi que tous les Intérêts courus et impayés calculés jusqu'à et incluant la date d'un Evènement de Liquidité; moins les remboursements du principal ou des intérêts (sans Intérêts Additionnels) effectués par PSP Finance Limited à Citibank N.A.

(c) ensuite tout Produit Net Restant suite à l'application de l'article 13.4 (A) (b) ci-dessus (le «Produit Restant») sera distribué comme suit:

(i) si, avant l'application du présent article 13.4 (A)(c)(i), mais suivant la distribution du Produit Net, l'Investisseur avait reçu au total un Rendement inférieur au Seuil 1 (y compris tout montant reçu en vertu de l'article 13.4 (A)(a)) à cette date, le Produit Restant sera distribué de sorte que les porteurs de Parts Sociales C en tant que classe reçoivent le pourcentage égal à 10/14 de leur Part Proportionnelle du Produit Restant; ou

(ii) si, avant l'application du présent article 13.4 (A)(c)(ii), mais suivant la distribution du Produit Net, l'Investisseur avait reçu au total un Rendement égal au Seuil 1 (y compris tout montant reçu en vertu des articles 13.4 (A)(a) et (b)) à cette date, le Produit Restant sera distribué de sorte que les porteurs de Parts Sociales C en tant que classe reçoivent le pourcentage égal à 11/14 de leur Part Proportionnelle du Produit Restant; ou

(iii) si, avant l'application du présent article 13.4 (A)(c)(iii), mais suivant la distribution du Produit Net, l'Investisseur avait reçu au total un Rendement supérieur au Seuil 1, mais inférieur ou égal au Seuil 2 (y compris tout montant reçu en vertu des articles 13.4 (A)(a) et (b)) à cette date, le Produit Restant sera distribué de sorte que les porteurs de Parts Sociales C en tant que classe reçoivent un pourcentage égal à 11/14 au Seuil 1 et 100% au Seuil 2 de leur Part Proportionnelle du Produit Restant augmentant de manière linéaire au moment où le Rendement reçu par l'investisseur augmente du Seuil 1 au Seuil 2; ou

(iv) si, avant l'application du présent article 13.4 (A)(c)(iv), mais suivant la distribution du Produit Net, l'Investisseur avait reçu au total un Rendement égal ou supérieur au Seuil 2 (y compris tout montant reçu en vertu des articles 13.4 (A)

(a) et (b) à cette date, le Produit Restant sera distribué de sorte que les porteurs de Parts Sociales C en tant que classe reçoivent 100% de leur Part Proportionnelle du Produit Restant; et/ou

(v) si l'EBITDA Réel E2017 est égal ou supérieur à l'EBITDA Cible E2017 à cette date, le Produit Restant sera distribué de sorte que les porteurs de Parts Sociales D en tant que classe reçoivent 100% de leur Part Proportionnelle du Produit Restant (que tout Produit Restant ait été distribué conformément aux articles 13.4(A)(c)(i), 13.4(A)(c)(ii), 13.4(A)(c)(iii) et 13.4(A)(c)(iv) ou non); ou

(vi) si l'EBITDA Réel E2017 est inférieur à l'EBITDA Cible E2017 à cette date, le Produit Restant sera distribué de sorte que les porteurs de Parts Sociales D en tant que classe reçoivent 0% de leur Part Proportionnelle du Produit Restant (que tout Produit Restant ait été distribué conformément aux articles 13.4(A)(c)(i), 13.4(A)(c)(ii), 13.4(A)(c)(iii) et 13.4(A)(c)(iv) ou non); et

(vii) les porteurs de Parts Sociales A et de Parts Sociales B recevront le solde du Produit Restant dans la proportion que représente le nombre de Parts Sociales A et de Parts Sociales B qu'ils détiennent et par rapport au nombre total de Parts Sociales A et de parts Sociales B émises à ce moment-là.»

Dans l'article 13.4 (C), modification des définitions suivantes:

«Coût d'Investissement» le montant souscrit et libéré à la date de réalisation pour l'Investisseur par rapport aux Titres ainsi que tout montant additionnel investi dans, avancé ou engagé à la Société ou tout membre du Groupe de temps à autre par l'Investisseur (ou l'un de ses Affiliés) que ce soit par voie de Titres ou de capital social, prêt ou capitaux d'emprunt ou toute autre forme d'engagement (à compter de la date à laquelle l'engagement est conclu par l'Investisseur (ou l'un de ses Affiliés)) y compris par voie d'une garantie sponsor, dans la mesure où cette garantie sponsor est financée (le montant financé de cette garantie devant être considérée comme ayant été investi à compter de la date de conclusion de la garantie) de la Société les obligations de ce membre du Groupe et incluant un engagement réel d'investir mais en excluant: (i) tout montant investi dans le Groupe par l'Investisseur en tant que partie à la souscription aux Parts Sociales de classe F émises par la Société à l'Investisseur le ou aux environs du 16 mars 2016; et (ii) tout montant investi dans le Groupe par l'Investisseur en tant que partie à toute émission de PEC pour financer un paiement de toute dette due par PSPA Finance Limited à Citibank N.A. (les «PEC de Prêt de Financement».)»

«Rendement» le rendement global reçu par les Investisseurs en rapport avec les Titres au moment d'une Sortie, y compris l'ensemble des Valeurs de Parts Sociales Cotées, rendement sur les Titres, dividendes sur des Parts Sociales, dividendes spéciaux, rachats de Titres, rendements du capital, produit de vente ou valeur réalisée sur un refinancement, avant, au moment d'une Sortie, entraînant une distribution de produits en espèces et/ou de Parts Sociales Cotées, après déduction de tous les frais encourus par les Investisseurs dans le cadre de ceux-ci (y-compris tout montant attribuable aux frais, charges ou dépenses au moment d'une Sortie), comme multiple de leur Coût d'Investissement total dans les Titres (y compris les frais, charges ou dépenses afférents à celui-ci) avant cet événement et; (i) excluant le remboursement par la Société d'un montant de cent-cinq millions cinq cent cinquante-cinq mille cinq cent cinquante-cinq livres sterling et cinquante-six pence (GBP 105.555.555,56) à l'Investisseur à la date ou aux environs du 16 mars 2016; et (ii) incluant tous remboursements de principal ou paiements d'intérêts effectués par PSPA Finance Limited à Citibank N.A. (mais excluant tous: (a) paiements d'Intérêts Additionnels; et (b) paiements d'intérêts ou du principal financés par l'émission des PEC de Prêt de Financement;»

Dans l'article 13.4 (C), ajouter les définitions suivantes par ordre alphabétique:

«Intérêts Additionnels» signifie les intérêts dus concernant les sommes empruntées par PSPA Finance Limited à Citibank N.A. lorsque cet intérêt est tiré: (i) après le 16 mars 2016, et (ii) en vue de financer le paiement des intérêts sur le montant du principal emprunté par PSPA Finance Limited à Citibank N.A.»

«Montant de Remboursement des Parts Sociales de classe F» signifie un montant de cent cinq millions cinq cent cinquante-cinq mille cinq cent cinquante-cinq livres sterling et cinquante-six pence (GBP 105.555.555,56);»

«Intérêt» un intérêt de 11% sur le Montant de Remboursement des Parts Sociales de Classe F (aux fins de l'application de cette définition seulement, un tel montant devant être réduit de temps à autre par les montants équivalents à tout remboursement du principal emprunté par PSPA Finance Limited à Citibank N.A.) à partir de et incluant la date d'émission des Parts Sociales de Classe F, cumulé quotidiennement (et avec capitalisation annuelle) et calculé sur la base d'une année de 365 jours.»

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité les décisions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée a décidé de modifier l'année sociale de la Société de sorte qu'elle commence le 1<sup>er</sup> février de chaque année et se termine le 31 janvier de l'année suivante. Ainsi, l'assemblée a décidé que l'année sociale en cours qui a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2016 s'est terminée le 31 janvier 2016, et l'année sociale qui a commencé le 1<sup>er</sup> février se terminera le 31 janvier 2017.

En conséquence, l'article 11 (année sociale) des statuts de la Société devra être modifié tel qu'indiqué dans l'ordre du jour.

#### *Seconde résolution*

L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de dix-sept mille neuf cent livres sterling et vingt-huit pence (GBP 17.900,28) à dix-huit mille neuf cent cinquante-cinq livres sterling et quatre-vingt-quatre

pence (GBP 18.955,84) par l'émission de cent cinq mille cinq cent cinquante-six (105.556) nouvelles parts sociales de classe F (les «Parts Sociales de Classe F»), chacune ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) pour un prix total de souscription des Parts Sociales de Classe F de dix millions cinq cent cinquante-cinq mille cinq cent cinquante-cinq livres sterling et cinquante-six pence (GBP 10.555.555,56) (le "Prix de Souscription").

A cet égard, la souscription des Parts Sociales de Classe F a été confirmée par le Souscripteur, représenté par Me Anna Hermelinski-Ayache, précitée, en vertu d'une procuration donnée en date du 15 mars 2016, qui devra rester annexée au présent acte pour être enregistrés ensemble.

Le Souscripteur a souscrit à cent cinq mille cinq cent cinquante-six (105.556) Parts Sociales de Classe F par le biais d'un apport en numéraire d'un montant total de dix millions cinq cent cinquante-cinq mille cinq cent cinquante-cinq livres sterling et cinquante-six pence (GBP 10.555.555,56).

L'assemblée a décidé d'allouer le montant correspondant à la valeur nominale des Parts Sociales de Classe F émises de mille cinquante-cinq livres sterling et cinquante-six pence (GBP 1.055,56) au capital social de la Société et un montant de dix millions cinq cent cinquante-quatre mille cinq cent livres sterling (GBP 10.554.500,-) au compte de prime d'émission librement distribuable relatif aux Parts Sociales de Classe F.

#### *Troisième résolution*

En conséquence des décisions précédentes, l'assemblée a décidé de modifier et de reformuler les articles 5.1 et 13.4 (A) de modifier les définitions de «Coût d'Investissement» et «Rendement» dans l'article 13.4 (C), ajout des définitions d'«Intérêt Additionnel», «Montant de Remboursement des Parts Sociales de classe F» et d'«Intérêt» dans l'article 13.4 (C) par ordre alphabétique, des statuts de la Société afin d'avoir la teneur indiquée dans l'ordre du jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

#### *Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société, sont estimés à cinq mille huit cents euros (EUR 5.800,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes parties, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, lesdites parties comparantes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Hermelinski-Ayache, Drweski, DELVAUX agissant en remplacement de GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8942. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé):* Paul MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Référence de publication: 2016084404/376.

(160051198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

#### **NOUR Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 204.920.

#### — STATUTS

L'an deux mille seize, le dix mars.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Mehdi TEKAYA, né le 16 décembre 1967 à Carthage (Tunisie), demeurant à Villa 5, Bldg 1535, Road 5713, Block 257 Amwaj Islands, Bahrein (Moyen-Orient),

Ici représenté par Monsieur Mikhael SENOT, employé privé, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M.Schnadt L- 2530 Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé, en date du 9 mars 2016.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:



## I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** La dénomination de la société est "NOUR Holding S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

### Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg- Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

### Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

3.2. De plus, la Société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur, la location et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

3.3. La Société peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets, licences, logiciels ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.4. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.5. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.6. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

### Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## I. Capital - Parts sociales

### Art. 1er. Capital.

1.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

1.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

### Art. 2. Parts sociales.

2.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

2.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

2.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

2.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

## I. Gestion - Représentation

### Art. 1<sup>er</sup>. Nomination et révocation des gérants.

1.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

1.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

**Art. 2. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil), composés de plusieurs gérants.

#### 2.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

#### 2.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence initiée depuis Luxembourg ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

#### 2.3. Représentation

(i) En cas de pluralité de gérants, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

### Art. 3. Gérant unique.

3.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

3.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

3.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

**Art. 4. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## I. Associé(s)

### Art. 1<sup>er</sup>. Assemblées générales des associés.

#### 1.1. Pouvoirs et droits de vote

- (i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale).
- (ii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

#### 1.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

### Art. 2. Associé unique.

2.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

2.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

2.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

## I. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

### Art. 1<sup>er</sup>. Exercice social et approbation des comptes annuels.

1.1. L'exercice social commence le (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

1.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

1.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

1.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

### Art. 2. Réviseurs d'entreprises.

2.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

2.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

### Art. 3. Affectation des bénéfices.

3.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

3.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

3.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices

réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) lorsque les dividendes intérimaires excèdent le montant du dividende arrêté ultérieurement par l'Assemblée Générale, ils sont, dans cette mesure, considérés comme un acompte à valoir sur le dividende suivant.

## I. Dissolution - Liquidation

### Art. 1<sup>er</sup>. Dissolution.

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

## I. Dispositions générales

### Art. 1<sup>er</sup>. Convocations - Communications - Procurations.

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci sont faites et les résolutions circulaires, sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

**Art. 1<sup>er</sup>. Divers.** Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2016.

### *Souscription et libération*

Le comparant précité, dûment représenté, a souscrit aux parts sociales créées de la manière suivante:

1. - Par Monsieur Mehdi TEKAYA, prénommé Cent parts sociales . . . . .	100 parts
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES . . . . .	100 parts

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à mille trois cent seize euros et trente-huit cents euros (EUR 1.316,38).

### *Résolutions des associés*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée en qualité de gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Mehdi TEKAYA, né le 16 décembre 1967 à Carthage (Tunisie), demeurant à Villa 5, Bldg 1535, Block 257 Amwaj Islands, Bahrein (Moyen-Orient).

2. Le siège social de la Société est établi au 10A rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Mikhael Senot, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 mars 2016. Relation: EAC/2016/6292. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé): A. Santioni.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016084361/238.

(160051501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

**PSPA Manco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 11, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 193.837.

In the year two thousand and sixteen, on the sixteenth day of the month of March.

Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Leonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, to whom remains the present deed.

There appeared:

PSP Holdings S.a r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 11, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under number B 173105, having a share capital of six hundred seventy-three thousand one hundred thirty Euro and eighty cents (EUR 673,130.80), incorporated by deed of Maître Edouard DELOSCH, notary then residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, dated 27 November 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 48 of 9 January 2013,

represented by Maître Anna Hermelinski-Ayache, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 15 March 2016 (such proxy to be registered together with the present deed),

being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of PSPA Manco S.a r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 11, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, registered with the RCS under number B 193837, incorporated by deed of Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Léonie Grethen, prenamed, dated 6 January 2015, published in the Mémorial number 585 of 3 March 2015.

The articles of association have never been amended.

The appearing party declared and requested the notary to record that:

The Sole Shareholder holds all the one million five hundred thousand (1,500,000) shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

I. The item on which the sole resolution was to be passed is as follows:

*Agenda*

Change of the accounting year of the Company so that the accounting year shall start on 1 February each year and shall terminate on 31 January of the following year therefore the current accounting year which has started on 1<sup>st</sup> January 2016 has terminated on 31 January 2016 and the accounting year which has started on 1<sup>st</sup> February 2016 will terminate on 31 January 2017; consequential amendment of article 11 (accounting year) of the articles of association of the Company as follows:

“ **Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> February of each year and ends on 31<sup>st</sup> January of the following year.”

After consideration the Sole Shareholder took the following resolution:

*Sole resolution*

The Sole Shareholder resolved to change the accounting year of the Company to start on 1 February each year and shall terminate on 31 January of the following year therefore the current accounting year which has started on 1<sup>st</sup> January 2016 has terminated on 31 January 2016 and the accounting year which has started on 1<sup>st</sup> February 2016 will terminate on 31 January 2017.

As a result of the above, article 11 (accounting year) of the articles of association of the Company shall be amended to read as follows:

“ **Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> February of each year and ends on 31<sup>st</sup> January of the following year.”

### *Expenses*

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at one thousand Euro (EUR 1,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the party hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same party, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall be prevailing.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, this proxyholder signed together with the notary the present deed.

### **Followed by a french translation**

L'an deux mille seize, le seizième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Leonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, laquelle dernière restera dépositaire de la présente minute.

#### *A comparu*

PSP Holdings S.a r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 11, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 173105, ayant un capital social de six cent soixante-treize mille cent trente euros quatre-vingts cents (673.130,80 EUR), constituée suivant acte de Maître Edouard DELOSCH, notaire alors de résidence à Diekirch, Grand-Duché du Luxembourg, en date du 27 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Memorial») numéro 48 du 9 janvier 2013,

représentée par Maître Anna Hermelinski-Ayache, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration datée du 15 mars 2016 (cette procuration sera enregistrée avec le présent acte),

étant l'associé unique (l'«Associé Unique») de PSPA Manco S.a r.l., (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 11, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 193837, constituée suivant acte de Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Léonie Grethen, préqualifié, en date du 6 janvier 2015, publié au Mémorial numéro 585 du 3 mars 2015.

Les statuts de la Société n'ont jamais été modifiés depuis la constitution.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. L'Associé Unique détient la totalité des un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales émises par la Société de sorte que des décisions peuvent être valablement prises sur l'ordre du jour.

II. Le point sur lequel la décision unique sera prise est le suivant:

#### *Ordre du jour*

Modification de l'année sociale de la Société de sorte qu'elle commence le premier février de chaque année et se termine le 31 janvier de l'année suivante ainsi l'année sociale en cours qui a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2016 s'est terminée le 31 janvier 2016 et l'année sociale qui a commencé le 1<sup>er</sup> février se terminera le 31 janvier 2017; modification en conséquence de l'article 11 (année sociale) des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 11. Exercice social.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> février de chaque année et se termine le 31 janvier de l'année suivante.» Après avoir dûment examiné le point porté à l'ordre du jour ci-dessus, l'Associé Unique a pris la résolution unique suivante:

#### *Résolution unique*

L'Associé Unique a décidé de modifier l'année sociale de la Société de sorte qu'elle commence le 1<sup>er</sup> février de chaque année et se termine le 31 janvier de l'année suivante, ainsi l'année sociale en cours qui a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2016 s'est terminée le 31 janvier 2016 et l'année sociale qui a commencé le 1<sup>er</sup> février se terminera le 31 janvier 2017.

En conséquence, l'article 11 (année sociale) des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 11. Exercice social.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> février de chaque année et se termine le 31 janvier de l'année suivante.»

#### *Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société, sont estimés à mille euros (1.000,- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même partie, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Hermelinski-Ayache, DELVAUX agissant en remplacement de GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8943. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé): Paul MOLLING.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Référence de publication: 2016084405/112.

(160051200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

---

**Triton III LuxCo 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 151.881.

—  
EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 30 mars 2016, ont décidé, avec effet immédiat:

1 d'accepter la démission de Thomas Sonnenberg et Michiel Kramer en tant que gérants de la Société

2 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de catégorie A de la Société pour une période indéfinie:

- Monsieur John David Sutherland, demeurant professionnellement 9, rue Principale, L-6990 Hostert, Grand-Duché de Luxembourg

- Monsieur Andreas Neugebauer, demeurant professionnellement 157, rue de Bettembourg, L-5811 Fentange, Grand-Duché de Luxembourg

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé de la manière suivante:

John David Sutherland, gérant de catégorie A

Andreas Neugebauer, gérant de catégorie A

Matthew Crill, gérant de catégorie B

Mukul Sharma, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Triton III Luxco 3 S.à r.l.*

Référence de publication: 2016090413/23.

(160058491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Triton III LuxCo 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 155.500.

—  
EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 30 mars 2016, ont décidé, avec effet immédiat:

1 d'accepter la démission de Thomas Sonnenberg et Michiel Kramer en tant que gérants de la Société

2 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de catégorie A de la Société pour une période indéfinie:

- Monsieur John David Sutherland, demeurant professionnellement 9, rue Principale, L-6990 Hostert, Grand-Duché de Luxembourg

- Monsieur Andreas Neugebauer, demeurant professionnellement 157, rue de Bettembourg, L-5811 Fentange, Grand-Duché de Luxembourg

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé de la manière suivante:

John David Sutherland, gérant de catégorie A

Andreas Neugebauer, gérant de catégorie A  
Matthew Crill, gérant de catégorie B  
Mukul Sharma, gérant de catégorie B.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Triton III Luxco 9 S.à r.l.*

Référence de publication: 2016090416/23.

(160058487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Technology Managers.lu, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 4-6, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg F 262.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait de déclaration du Liquidateur*

Il résulte de la déclaration du Liquidateur que:

- La liquidation de l'association sans but lucratif "Technology Managers.lu" a été clôturée au 8 décembre 2015;
- Le passif de l'association a été réglé;
- L'actif de l'association, et notamment son actif immobilier, a été affecté à titre gratuit à l'"Association da Vinci a.s.b.l.", ayant son siège social au 6 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg F3605.
- Tous les livres et les documents comptables et sociaux seront conservés pendant la durée légale à l'ancien siège de l'"Association da Vinci a.s.b.l."

Le 25 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

M. JASSENK

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2016090399/20.

(160058819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Silver Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 198.784.

Il est noté qu'en date du 1<sup>er</sup> septembre 2015, la société a décidé de nommer:

- Monsieur Khadem Mohamed Matar Mohamed AlReimeithi, né le 1<sup>er</sup> janvier 1981 à Al Ain, Emirats Arabes Unis et résidant au 211, Corniche Street, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2015 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Il est aussi noté qu'en date du 4 février 2016, la société a décidé de nommer:

- Monsieur Khaled Ahmed Hamel Khalfan AlQubaisi, né le 12 janvier 1976 à Al Ain, Emirats Arabes Unis et résidant au 211, Corniche Street, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 4 février 2016 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la société est comme suit:

- M. Marcus Jacobus Dijkerman;
- M. Robert van 't Hoef.
- M. Martinus Cornelis Johannes Weijermans;
- M. Khadem Mohamed Matar Mohamed AlReimeithi;
- M. Khaled Ahmed Hamel Khalfan AlQubaisi.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silver Holdings S.A.

Martinus Cornelis Johannes Weijermans

*Administrateur*

Référence de publication: 2016091615/25.

(160060439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---